



DÉPARTEMENT
Finistère
Penn-ar-Bed

Communiqué de presse

Lundi 7 septembre 2026

RSA : LA POLITIQUE DU DEPARTEMENT CONFORTÉE

Après l'audience du 15 juin 2026 qui avait permis de démonter les mensonges de la CGT, le tribunal judiciaire de Brest donne raison au Département dans le conflit l'opposant à la CGT sur son plan RSA. Ce plan, approuvé par 68% des Finistériens, sort renforcé de cette épreuve et prend désormais une dimension nationale.

1. LA JUSTICE DONNE RAISON AU DEPARTEMENT

Le tribunal judiciaire de Brest rejette toutes les accusations portées à l'encontre de Maël DE CALAN, Président du Département, et Romain CHANTELOT, ancien directeur de l'insertion du Département.

Comme le tribunal administratif avant lui, le tribunal judiciaire de Brest juge ainsi que les contrôles n'ont rien d'excessifs et encore moins d'harcelants. Le Département demande des justificatifs quand les ressources non déclarées dépassent 500€ (la loi ne fixe pas de plancher). Le Département contrôle une fois tous les 5 ans (la loi permet tous les ans). Il contrôle les revenus des 4 derniers mois (la loi permet de revenir 2 ans en arrière). Il demande une dizaine de documents (la loi ne fixe pas de limites).

La CGT et l'extrême-gauche ont mené une campagne méthodique de désinformation. Ils ont voulu engager un procès politique, d'autant plus visible que la plupart des plaignants sont liés à LFI ou à des organisations politisées. Cette manipulation a échoué.

« On peut mentir pendant des mois aux médias, mais on ne peut pas mentir au tribunal », déclare Maël DE CALAN. « Les 6 plaignants et leurs 28 témoins cumulaient 240 000 euros de ressources non déclarées. Ils sont pour la plupart politisés, et confondent le RSA avec le revenu universel » ajoute-t-il.

2. LE PLAN RSA SORT RENFORCE DE CETTE EPREUVE

Le plan RSA, adopté en 2022, a permis le retour à l'emploi de milliers d'allocataires. Grâce aux moyens considérables déployés par le Département, 65% de la baisse du nombre d'allocataires est le résultat d'un retour à l'emploi. Les contrôles ne représentent que 6% des sorties. Des dizaines de témoins sont venus dire que ce plan était utile, et ont salué le travail du Département pour l'insertion des plus précaires.

Une enquête d'opinion a révélé ce que chacun ressentait : **les Finistériens soutiennent dans leur immense majorité cette politique**. 68% des Finistériens soutiennent en effet le plan RSA, et 73% donnent raison au Département contre la CGT dans le procès qui s'achève aujourd'hui (IFOP pour l'Alliance pour le Finistère).

3. CE PLAN RSA A DESORMAIS UNE DIMENSION NATIONALE

« En France, le travail doit mieux payer, mais tout le monde doit travailler » déclare Maël DE CALAN.

L'immense majorité des allocataires du RSA font tout pour en sortir, mais une minorité, qui pourrait et devrait travailler, fait au contraire tout pour y rester. Ce système n'est ni légal, ni soutenable. Le Département continuera ainsi à aider les allocataires à retrouver un emploi, et à engager des contrôles pour lutter contre la fraude, conformément à la loi. « Et je porterai ce plan au plan national pour inspirer la réforme de notre modèle social autour de la valeur travail » conclut Maël DE CALAN.